



STATISTIQUES ET INDICATEURS

LES DEMANDEURS D'EMPLOI BÉNÉFICIAIRES D'UNE RECONNAISSANCE DE HANDICAP EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



40%

DES DEMANDEURS D'EMPLOI RECONNUS EN SITUATION DE HANDICAP BÉNÉFICIENT D'UN ACCOMPAGNEMENT SPÉCIALISÉ ET RENFORCÉ PAR CAP EMPLOI OU PÔLE EMPLOI

À FIN SEPTEMBRE 2022

Un accompagnement adapté et intensif pour des demandeurs d'emploi plus éloignés de l'emploi

Les personnes en situation de handicap bénéficient de dispositions spécifiques en faveur de l'emploi. Leur situation sur le marché du travail reste toutefois fragile.

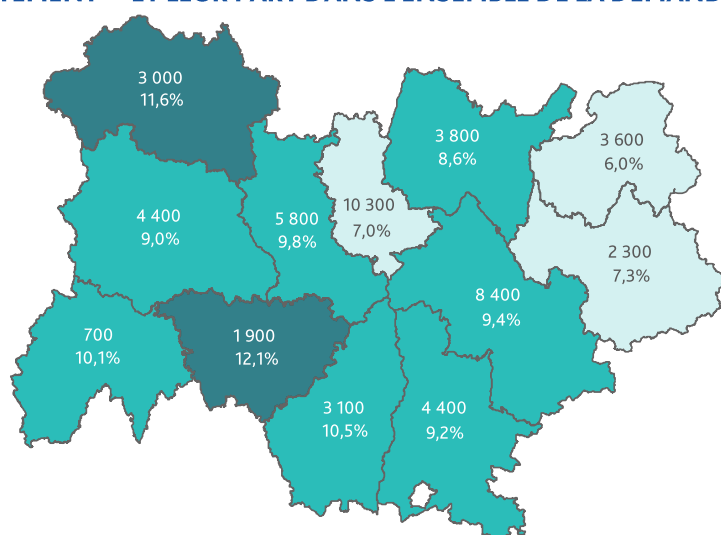
En Auvergne-Rhône-Alpes, 51 700 demandeurs d'emploi disposent d'une reconnaissance administrative de handicap ⁽¹⁾. Ils représentent 8,5% de l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C (tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi) au 30 septembre 2022.

43% d'entre eux accèdent à l'emploi au cours de l'année qui suit leur inscription à Pôle emploi. Afin de faciliter leur insertion professionnelle et favoriser leur retour à l'emploi, Pôle emploi et Cap emploi [cf. encadré n°1] les accompagnent de façon renforcée et proposent des formations adaptées.

⁽¹⁾ Les statistiques portent formellement sur les demandeurs d'emploi bénéficiant de l'obligation d'emploi au titre de travailleur handicapé. Il s'agit presque exclusivement de personnes ayant une reconnaissance de travailleur handicapé (formulation retenue dans cette publication), même si cela inclut des veufs et veuves de guerre et des pupilles (0,3%).

CARTE 1

RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI BÉNÉFICIAIRES D'UNE RECONNAISSANCE DE HANDICAP PAR DÉPARTEMENT ⁽²⁾ ET LEUR PART DANS L'ENSEMBLE DE LA DEMANDE D'EMPLOI EN CATÉGORIE ABC



Nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires d'une reconnaissance de handicap

Part des bénéficiaires d'une reconnaissance de handicap parmi l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, C

Moins de 8,5%

De 8,5% à 11%

11% et plus

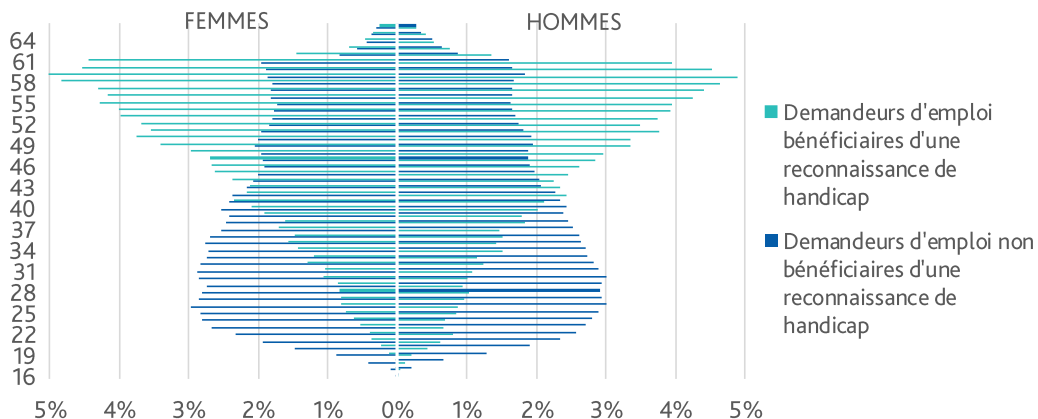
8,5% au niveau régional

⁽²⁾ D'un département à un autre, les délais de traitement d'une demande de reconnaissance de handicap par les Maisons Départementales pour les Personnes Handicapées (MDPH) et de saisie manuelle des titres par Pôle emploi dans le système d'information sont variables en fonction des organisations territoriales.

DES DEMANDEURS D'EMPLOI PLUS ÂGÉS, MOINS DIPLOMÉS ET MOINS MOBILES GÉOGRAPHIQUEMENT

GRAPHIQUE 1

PYRAMIDE DES ÂGES DES DEMANDEURS D'EMPLOI BÉNÉFICIAIRES D'UNE RECONNAISSANCE DE HANDICAP



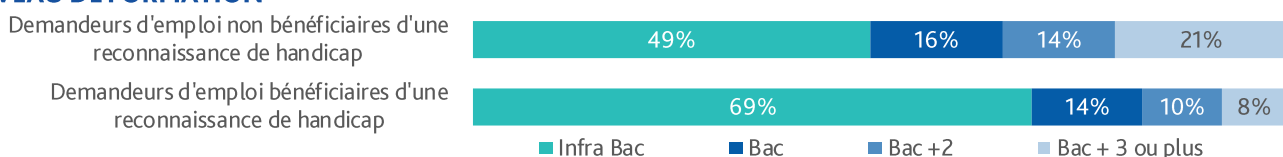
Champ : Demandeurs d'emploi bénéficiaires d'une reconnaissance administrative de handicap inscrits en catégories A, B, C au 30 septembre 2022 en Auvergne-Rhône-Alpes
Source : Pôle emploi

Les demandeurs d'emploi bénéficiant d'une reconnaissance de handicap sont plus âgés que les autres demandeurs d'emploi [cf. graphique 1]. Leur âge moyen est de 48 ans, contre 39 ans pour les autres. En effet, plus de la moitié d'entre eux a 50 ans ou plus, contre seulement un quart parmi les autres demandeurs d'emploi. Les femmes sont un peu moins nombreuses (51%) que parmi les autres demandeurs d'emploi n'ayant pas une reconnaissance de handicap (53%). Leur niveau de formation est également moins élevé que les autres demandeurs d'emploi [cf. graphique 2]. 69% des demandeurs d'emploi bénéficiant d'une reconnaissance de handicap ont un niveau de formation inférieur au Bac, contre 49% parmi les autres demandeurs d'emploi. Ils sont aussi un peu moins mobiles que les autres demandeurs d'emploi : 30% d'entre eux indiquent être mobile à 30 km ou plus pour occuper un emploi, contre 45% parmi les autres.

Les demandeurs d'emploi en situation de handicap recherchent plus souvent que les autres un emploi dans les métiers des services à la personne et à la collectivité (24% contre 20% parmi les autres demandeurs d'emploi), notamment dans le nettoyage de locaux, l'assistance auprès d'enfants, les services domestiques, l'assistance auprès d'adultes ; dans les métiers du support à l'entreprise (18% contre 13% parmi les autres demandeurs d'emploi), notamment l'accueil et renseignements, le secrétariat, agent administratif. A l'inverse, ils s'orientent moins souvent que les autres demandeurs d'emploi vers les métiers du commerce, vente et grande distribution (11% contre 14% parmi les autres), de l'hôtellerie-restauration, tourisme, loisirs et animation (7% contre 8% parmi les autres) ou de la construction, bâtiment et travaux publics (5% contre 7% parmi les autres).

GRAPHIQUE 2

RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI BÉNÉFICIAIRES D'UNE RECONNAISSANCE DE HANDICAP PAR NIVEAU DE FORMATION



Champ : Demandeurs d'emploi bénéficiaires d'une reconnaissance administrative de handicap inscrits en catégories A, B, C au 30 septembre 2022 en Auvergne-Rhône-Alpes
Source : Pôle emploi

UN RETOUR À L'EMPLOI MOINS RAPIDE

Parmi les demandeurs d'emploi inscrits en 2020 en catégories A, B, C, les bénéficiaires d'une reconnaissance de handicap ont accédé moins souvent à l'emploi au cours de l'année qui a suivi leur inscription que les autres demandeurs d'emploi [cf. encadré n°2]. 43% des bénéficiaires d'une reconnaissance de handicap ont accédé à l'emploi au cours des 12 mois suivant leur inscription, contre 62 % parmi les autres demandeurs d'emploi. Cet écart persiste quelque soit le sexe, l'âge, le niveau de formation ou le niveau de qualification du demandeur d'emploi.

Parmi les 559 300 reprises d'emploi d'un mois ou plus en 2021, 27 300 (5%) concernent des demandeurs d'emploi en situation de handicap, soit bien moins que leur poids parmi les demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C en Auvergne-Rhône-Alpes (8,5%).

Les bénéficiaires d'une reconnaissance de handicap sont aussi moins souvent en activité réduite que les autres demandeurs d'emploi. 68% d'entre eux n'ont exercé aucune activité au cours du mois de septembre 2022 (inscrits en catégorie A), contre 51% parmi les autres demandeurs d'emploi. Ils recherchent aussi plus souvent un contrat à temps partiel (42%, contre 16% parmi les autres demandeurs d'emploi).

DES DEMANDEURS D'EMPLOI ÉLOIGNÉS DE L'EMPLOI

42% des demandeurs d'emploi ayant une reconnaissance de handicap sont durablement éloignés de l'emploi ⁽³⁾, contre 15% parmi les autres demandeurs d'emploi.

Les bénéficiaires d'une reconnaissance de handicap ont une ancienneté d'inscription à Pôle emploi très supérieure à la moyenne. Parmi les demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C à fin septembre 2022, les bénéficiaires d'une reconnaissance de handicap sont inscrits depuis 490 jours en moyenne, contre 280 jours en moyenne pour les autres demandeurs d'emploi.

⁽³⁾ Demandeurs d'emploi ayant cumulé 12 mois ou plus d'inactivité totale au cours des 15 derniers mois

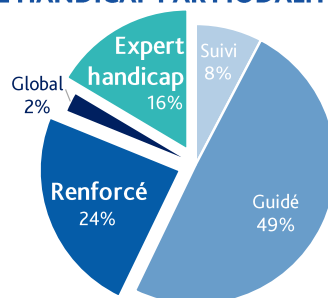
UN ACCOMPAGNEMENT ADAPTÉ ET INTENSIF

40% des demandeurs d'emploi avec une reconnaissance de handicap bénéficient d'un accompagnement spécialisé ou renforcé par Cap emploi ou Pôle emploi [cf. graphique 3].

Cap emploi et Pôle emploi proposent aux demandeurs d'emploi bénéficiant d'une reconnaissance de handicap un accompagnement adapté et intensif [cf. encadré n°1]. 16% d'entre eux sont suivis par un expert handicap Cap emploi. 24% bénéficient d'un accompagnement renforcé par un conseiller Pôle emploi, contre 17% parmi les autres demandeurs d'emploi

GRAPHIQUE 3

RÉPARTITION DES DEMANDEURS D'EMPLOI BÉNÉFICIAIRES D'UNE RECONNAISSANCE DE HANDICAP PAR MODALITÉ D'ACCOMPAGNEMENT



Champ : Demandeurs d'emploi bénéficiaires d'une reconnaissance administrative de handicap inscrits en catégories A, B, C au 30 septembre 2022 en Auvergne-Rhône-Alpes
Source : Pôle emploi

UN ACCÈS À LA FORMATION ÉQUIVALENT À CELUI DES AUTRES DEMANDEURS D'EMPLOI

En 2021, 8% des entrées en formation concernent des demandeurs d'emploi bénéficiant d'une reconnaissance de handicap, soit quasiment leur poids parmi les demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C en Auvergne-Rhône-Alpes (8,5%).

Pôle emploi finance près de la moitié des formations des demandeurs d'emploi bénéficiant d'une reconnaissance de handicap (AIF, AFC, AFPR, POEI, POEC). 36% le sont par le bénéficiaire (CPF autonome), 9% par le Conseil Régional, 5% par l'Agefiph. Plus d'un tiers des formations suivies ont comme objectif une « certification » (38% contre 44% pour les autres demandeurs d'emploi). Bien qu'un peu moins nombreuses, les formations de « remise à niveau, maîtrise des savoirs de base, remobilisation, aide à l'élaboration de projet professionnel » sont plus fréquemment suivies par les demandeurs d'emploi bénéficiant d'une reconnaissance de handicap (17% contre 11% parmi les autres demandeurs d'emploi).

Les demandeurs d'emploi ayant une reconnaissance de handicap retrouvent un emploi après une formation moins souvent que les autres demandeurs d'emploi [cf. encadré n°2]. Parmi les sortants de formation en 2021 ⁽⁴⁾, 49% des bénéficiaires d'une reconnaissance de handicap ont eu accès à un emploi au cours des 6 mois qui suivent la fin de leur formation, contre 62% pour les autres demandeurs d'emploi [cf. tableau 1].

⁽⁴⁾ Le retour à l'emploi au cours des 6 mois suivant la fin d'une formation est observé sur la base des demandeurs d'emploi ayant achevé une formation en 2021, hors formations dont l'objectif est une remise à niveau, maîtrise des savoirs de base ou une remobilisation.

TABLEAU 1

PART DES DEMANDEURS D'EMPLOI BÉNÉFICIAIRES D'UNE RECONNAISSANCE DE HANDICAP (BRH), DURÉE MOYENNE DE FORMATION ET RETOUR À L'EMPLOI SUITE À FORMATION, PAR TYPE DE FORMATION

	Part BRH	Durée moyenne de formation		Taux de retour à l'emploi ⁽⁴⁾ au cours des 6 mois suivant la fin d'une formation	
		BRH	Non BRH	BRH	Non BRH
TOTAL	8%	346 h.	329 h.	49%	62%
AFC - Action de Formation Conventionnée	12%	441 h.	496 h.	39%	51%
AFPR - Action de Formation Préalable au Recrutement / POEI - Préparation Opérationnelle à l'Emploi Individuelle	6%	278 h.	280 h.	84%	86%
AIF - Aide Individuelle à la Formation	9%	341 h.	239 h.	52%	58%
Autres	7%	403 h.	397 h.	50%	63%

Champ : Formations des demandeurs d'emploi bénéficiaires d'une reconnaissance administrative de handicap inscrits à Pôle emploi en cumul en 2021 en Auvergne-Rhône-Alpes
Source : Pôle emploi / Acoess-Urssaf (DPAE)

ENCADRÉ N°1

UN ACCOMPAGNEMENT ADAPTÉ ET INTENSIF

LE SUIVI ET L'ACCOMPAGNEMENT DES DEMANDEURS D'EMPLOI

La mise en œuvre d'un accompagnement différencié en termes de nature et d'intensité des services proposés permet de répondre à des besoins distincts des demandeurs d'emploi et d'accélérer leur retour à l'emploi :

- La modalité « **suivi** » est destinée aux demandeurs d'emploi les plus proches du marché de l'emploi et dont l'autonomie dans la recherche d'emploi est la plus grande. Les modes de contact dématérialisés (téléphone et mail) sont privilégiés pour les échanges avec leur conseiller.
- La modalité « **guidé** » est dédiée aux demandeurs qui nécessitent d'être appuyés dans la recherche d'emploi, notamment à travers des contacts dont la nature et la fréquence sont personnalisées.
- La modalité « **renforcé** » est préconisée pour les personnes, peu autonomes dans leur recherche d'emploi, ayant besoin d'un accompagnement intensif. Il repose sur des contacts plus fréquents avec le conseiller, et les entretiens physiques sont privilégiés.
- L'« **expert handicap** » s'adresse aux demandeurs d'emploi ayant de forts besoins liés au rétablissement au regard du handicap et/ou liés à la compensation. Il est réalisé par un conseiller Cap Emploi au sein de l'agence Pôle emploi, avec des contacts personnalisés, allant d'une intensité régulière à soutenue.
- L'« **accompagnement global** » est destiné aux demandeurs d'emploi éprouvant des difficultés périphériques à l'emploi importantes (en matière de logement, de santé...). En prenant en compte de façon simultanée les besoins sociaux et ceux liés à l'emploi, il est mis en œuvre en partenariat avec les conseils généraux.

LE RAPPROCHEMENT CAP EMPLOI ET PÔLE EMPLOI AU SEIN D'UN LIEU UNIQUE D'ACCOMPAGNEMENT

Le rapprochement des deux réseaux, Cap emploi et Pôle emploi, se traduit par la mise en œuvre d'une offre de services intégrée entre Pôle emploi et Cap emploi à destination de l'ensemble des demandeurs d'emploi en situation de handicap et des employeurs au sein d'un lieu unique d'accompagnement, l'agence Pôle emploi.

Les demandeurs d'emploi en situation de handicap sont suivis dans leurs démarches par un seul conseiller référent, qu'il soit conseiller Pôle emploi ou Cap emploi. Pour compléter l'accompagnement « expert handicap » réalisé par Cap emploi, pour les demandeurs d'emploi en situation de handicap ayant besoin d'un suivi « guidé » ou « renforcé », l'accompagnement est réalisé par un conseiller Pôle emploi identifié handicap au sein du lieu unique d'accompagnement.

ENCADRÉ N°2

DÉFINITIONS

LES REPRISES D'EMPLOI ET L'ACCÈS À L'EMPLOI UN AN APRÈS L'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI

Cet indicateur vise à repérer l'accès à un emploi d'au moins un mois au cours des 12 mois qui suivent l'inscription à Pôle emploi en catégorie A ou B.

Sont considérés comme ayant eu accès à un emploi les demandeurs d'emploi pour lesquels l'une au moins des situations suivantes est observée :

- avoir déclaré une activité réduite de plus de 78 h dans le mois (catégorie C) sans être en catégorie A ou B le mois suivant ;
- être sorti des listes de Pôle emploi pour motif de reprise d'emploi déclarée ;
- être en catégorie E en fin de mois ;
- avoir une Déclaration préalable à l'embauche (DPAE) pour un CDI ou un CDD de plus d'un mois (hors contrats de travail temporaire) transmise aux Urssaf ou à la MSA par un employeur ;
- intégrer un dispositif de formation préalable à l'embauche (AFPR ou POEI).

LE RETOUR À L'EMPLOI AU COURS DES 6 MOIS SUIVANT LA FIN D'UNE FORMATION

Sont considérés comme ayant eu accès à un emploi au cours des 6 mois qui suivent la fin de leur formation les demandeurs d'emploi pour lesquels l'une au moins des situations suivantes est observée :

- avoir déclaré une activité réduite de plus de 78 h (catégorie C) sans être en catégorie A ou B le mois suivant ;
- être sorti des listes pour motif de reprise d'emploi déclarée ;
- être en catégorie E en fin de mois au cours des 6 mois ;
- avoir une Déclaration préalable à l'embauche (DPAE) de plus d'un mois transmise aux Urssaf ou à la MSA par un employeur (hors contrat de travail temporaire, pour lesquels la durée n'est pas connue dans les DPAE).